Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 103° — Numero 74

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **ROMA - Mercoledì, 21 marzo 1962** **SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI**

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TEL. 650-139 650-841 652-361
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10, ROMA - TEL. 841-089 848-184 841-737 866-144

SOMMARIO

(1815)

PRESIDENZA DELLA REPUBBLICA

COMUNICATO

L'8 marzo 1962 alle ore 12,10, il Presidente della Repubblica ha ricevuto nel Palazzo del Quirinale Sua Ecc. il professor Pablo Ruggeri Parra, il quale Gli ha presentato le lettere che lo accreditano presso il Capo dello Stato in qualità di Ambasciatore straordinario e plenipotenziario del Venezuela.

(1667)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 8 dicembre 1961, n. **1657.**

Ratifica ed esecuzione del terzo Protocollo addizionale all'Accordo generale sui privilegi e le immunità del Consiglio d'Europa, con annesso Statuto del Fondo di ristabilimento, firmato a Strasburgo il 6 marzo 1959.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il terzo Protocollo addizionale all'Accordo generale sui privilegi e le immunità del Consiglio d'Europa, con annesso Statuto del Fondo di ristabilimento, firmato a Strasburgo il 6 marzo 1959.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo con annesso Statuto, di cui al precedente articolo, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità all'articolo 16 del medesimo.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 8 dicembre 1961

GRONCHI

FANFANI — SEGNI — GONELLA — PELLA — TAVIANI — TRABUCCHI

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA

TERZO PROTOCOLLO ADDIZIONALE

all'Accordo generale sui privilegi e le immunità del Consiglio d'Europa con annesso Statuto del Fondo di ristabilimento (Strasburgo, 6 marzo 1959).

TROISIÈME PROTOCOLE ADDITIONNEL A L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉ DU CONSEIL DE L'EUROPE

Les Gouvernements signataires, Membres du Conseil de L'Europe, signataires de l'Accord Général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe ou Parties à cet Accord et, en même temps, Membres du Fonds de Réétablissement du Conseil de l'Europe pour les réfugiés nationaux et les excédents de population;

Vu les dispositions des articles 1er et IX (*g*) du Statut dudit Fonds (1);

Vu l'article 40 du Statut du Conseil de l'Europe;

Désireux de préciser le régime juridique des biens, avoirs et opérations, ainsi que le statut juridique des organes et des agents du Fonds de Réétablissement;

(1) Le texte du Statut de ce Fonds est reproduit aux pages 12 à 20.

Considérant que, à ce sujet, il est nécessaire que la réalisation des objectifs statutaires du Fonds soit facilitée par la réduction aussi large que possible des charges fiscales qui pèsent directement ou indirectement sur les opérations du Fonds et qui retombent en définitive sur les bénéficiaires des prêts accordés par le Fonds;

Désireux de compléter en ce qui concerne le Fonds de Réétablissement, les dispositions de l'Accord Général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe,

Sont convenus de ce qui suit:

TITRE I

Statut, personnalité et capacité

Article 1.

Le Statut du Fonds de Réétablissement du Conseil de l'Europe, approuvé par la Résolution (56) 9 du Comité des Ministres, ou amendé, soit par celui-ci, soit par le Comité de Direction, ce dernier agissant dans les limites de l'article IX (*h*) dudit Statut, fait partie intégrante du présent Protocole.

Le Fonds de Réétablissement du Conseil de l'Europe a la pleine personnalité juridique et, notamment, la capacité de:

(i) contracter;

(ii) acquérir des droits et biens mobiliers et immobiliers et en disposer;

(iii) ester en justice;

(iv) effectuer toute opération en rapport avec son objectif statutaire.

Les opérations, actes et contrats du Fonds de Réétablissement sont régis par le présent Protocole, par le Statut du Fonds et par les dispositions réglementaires prises conformément à ce Statut. Le Fonds peut, en outre, consentir expressément à l'application subsidiaire d'une loi nationale pour autant que celle-ci ne déroge pas au présent Protocole et audit Statut.

TITRE II

Juridictions, biens, avoirs, opérations

Article 2

Toutes juridictions compétentes d'un Etat membre du Fonds ou d'un Etat où le Fonds a contracté ou garanti des emprunts peuvent connaître des litiges où le Fonds est partie défenderesse.

Toutefois:

(i) Aucune action ne pourra être intentée devant ces juridictions, soit contre le Fonds par un Etat membre ou par des personnes agissant pour le compte dudit Etat membre ou faisant valoir des droits cédés par ce dernier, soit par le Fonds contre un Etat membre ou contre lesdites personnes;

(ii) Les litiges nés de contrats d'emprunt ou de garantie d'emprunt conclus par le Fonds avec un Etat membre ou tout autre emprunteur agréé par cet Etat seront réglés par une procédure arbitrale à déterminer dans lesdit contrats. Les litiges nés de contrats de prêt ou de garantie signés par le Fonds seront réglés par recours à une procédure arbitrale dont les modalités sont définies par le Règlement des Prêts pris en application de l'article X, section 1 (*d*), du Statut du Fonds.

Article 3

Les biens et avoirs du Fonds, en quelque lieu qu'ils se trouvent et quels qu'en soient les détenteurs, seront à l'abri de toute forme de saisie, d'opposition ou d'exécution, avant que n'ait été rendu contre le Fonds, un jugement exécutoire qui n'est plus susceptible d'être attaqué par les voies de recours ordinaires.

L'exécution forcée, sur le territoire des Etats membres du Fonds, des sentences intervenues à la suite d'une procédure arbitrale visée à l'article 2, alinéa 3, est poursuivie suivant les voies de droit en vigueur dans chacun de ces Etats et après qu'aura été apposée — sans autre contrôle que celui de la vérification de l'authenticité de ces sentences, de leur conformité aux règles de compétence et de procédure établies par le Règlement des Prêts du Fonds, ainsi que de l'absence de contradiction entre lesdites sentences et un jugement définitif intervenu dans le pays intéressé — la formule exécutoire usitée dans l'Etat sur le territoire duquel la sentence doit être exécutée. Chaque signataire notifiera, lors du dépôt de son instrument de ratification, aux autres signataires, par l'entremise du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, quelle est, d'après la legislation de son pays, l'autorité competente pour pourvoir à cette formalité.

Article 4

Les biens et les avoirs du Fonds, en quelque lieu qu'ils se trouvent et quels qu'en soient les détenteurs, seront exempts de perquisitions, réquisitions, confiscations, expropriations ou de toute autre forme de contrainte ordonnée par le pouvoir exécutif ou par le pouvoir législatif.

Les bâtiments et locaux utilisés pour le fonctionnement des services du Fonds, ainsi que les archives de ce dernier sont inviolables.

Article 5

Dans la mesure nécessaire à l'accomplissement de son objectif statutaire, le Fonds de Réétablissement peut:

a) détenir toutes devises et tous avoirs de compte en n'importe quelle monnaie;

b) transférer librement par voie bancaire ses fonds d'un pays dans un autre ou à l'intérieur d'un pays quelconque et convertir toutes devises détenues par lui en toute autre monnaie.

Dans l'exercice des droits prévus par cet article, le Fonds de Réétablissement tiendra compte de toute représentation qui lui sera faite par le Gouvernement de tout Etat membre.

Article 6

Les biens et avoirs du Fonds sont exempts de restrictions, réglementations, contrôles et moratoires de toute nature.

Article 7

Le Fonds de Réétablissement, ses avoirs, revenus et autres biens, sont exonérés de tous impôts directs.

Le Fonds de Réétablissement est exonéré de tous impôts dans les Etats membres du Fonds sur les transactions et opérations relatives aux emprunts que le Fonds contracte pour en affecter le produit, conformément à son objet, aux besoins des réfugiés et des

excédents de population et aux prêts qu'il consent ou qu'il garantit dans les conditions statutairement prévues.

Aucune exonération n'est accordée au Fonds en ce qui concerne les impôts, taxes et droits qui ne constituent que la simple rémunération de services d'utilité publique.

Les Gouvernements des Etats membres prennent, chaque fois qu'il leur est possible, les dispositions appropriées en vue:

a) de l'exonération des impôts sur les revenus afférents aux intérêts des obligations émises ou des emprunts contractés par le Fonds;

b) de la remise ou du remboursement du montant des droits indirects et des taxes entrant dans le prix des biens immobiliers ou mobiliers, ou dans celui des prestations de service, lorsque le Fonds, pour son usage officiel, effectue des achats importants ou bénéficie de services dont le prix comprend des droits et taxes de cette nature.

Aucun impôt, de quelque nature que ce soit, ne sera perçu sur les valeurs ou obligations émises ou garanties par le Fonds (y compris tout dividende ou intérêt y afférent), quel qu'en soit le détenteur:

a) si cet impôt constitue une mesure de discrimination contre une telle valeur ou obligation du seul fait qu'elle est émise ou garantie par le Fonds; ou

b) si le seul fondement juridique d'un tel impôt est le lieu ou la devise dans laquelle la valeur ou l'obligation est émise ou garantie, rendue payable ou payée, ou encore l'emplacement du siège, de tout bureau ou centre d'opérations du Fonds.

Article 8

Le Fonds est exonéré de tous droits de douane, prohibitions et restrictions d'importation et d'éxportation à l'égard des articles destinés à son usage officiel, à moins que ces prohibitions ou restrictions n'aient été dictées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique. Toutefois, les articles importés en franchise ne seront pas cédés à un titre quelconque sur le territoire du pays dans lequel ils auront été introduits, sauf dans des conditions agréés par le gouvernement de ce pays.

TITRE III

Organes

Article 9

Les organes visés à l'article VIII du Statut du Fonds bénéficient sur le territoire de chaque Etat membre, pour leurs communications officielles, d'un traitement au moins aussi favorable que le traitement accordé par ce Membre aux missions diplomatiques de tout autre gouvernement. La correspondance officielle et les autres communications officielles des organes du Fonds ne peuvent être censurées.

Article 10

Les membres du Comité de Direction, du Conseil d'Administration et du Comité de Surveillance jouissent de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux, y compris leurs paroles et écrits, en leur qualité officielle et dans les limites de leurs attributions. Cette immunité leur reste acquise à l'expiration de leur mandat. Ils bénéficient, en outre, en ce qui concerne les restrictions à l'immigration, l'enregistrement des étrangers, les réglementations de change et les facilités de voyage, du même traitement que celui qui est accordé par les Etats membres aux représentants des autres gouvernements du Fonds possédant un statut équivalent. Les sommes qui leur sont allouées en frais de représentation ou dépenses inhérentes à l'exercice de leurs fonctions ne sont soumises à aucune imposition fiscale.

Article 11

Les immunités et privilèges sont accordés aux personnes visées par l'article 10, non pas pour leur bénéfice personnel, mais dans le but d'assurer en toute indépendance l'exercice de leurs fonctions. Par conséquent, un Membre a non seulement le droit mais le devoir de lever l'immunité de son représentant dans tous les cas où, à son avis, l'immunité empêcherait que justice ne soit faite et où l'immunité peut être levée sans nuire au but pour lequel elle est accordée.

Article 12

a) Les dispositions des articles 10 et 11 ci-dessus ne sont pas opposables aux autorités de l'Etat dont la personne est ou a été le représentant.

b) Les articles 10, 11 et 12 *a*), s'appliquent également aux représentants adjoints, conseillers, experts techniques et secrétaires de délégation.

TITRE IV

Agents

Article 13

Le Gouverneur du Fonds et les agents du Fonds jouissent des privilèges et immunités prévus à l'article 18 de l'Accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe.

Le Gouverneur déterminera les catégories des agents auxquels s'appliquent, en tout ou partie, les dispositions dudit article.

Les communications prévues à l'article 17 de l'Accord Général sur les Privilèges et Immunités du Conseil de l'Europe seront faites par le Secrétaire Général du Conseil tant en ce qui concerne le Gouverneur que les agents visés à l'alinéa précédent.

Le Secretaire Général, après consultation du Gouverneur, peut et doit lever l'immunité accordée à un agent dans tous les cas où il estime que cette immunité empêcherait l'exercice normal d'une action de justice et pourrait être levée sans que cette mesure portât préjudice au bon fonctionnement du Fonds. A l'égard du Gouverneur, le Comité de Direction du Fonds a qualité pour prononcer la levée des immunités.

TITRE V

Application de l'Accord

Article 14

Les Gouvernements des Etats membres du Fonds s'engagent à solliciter les autorisations constitutionnelles qui seraient éventuellement nécessaires pour faire face aux obligations statutaires que ces Etats assument à l'égard du Fonds de Réétablissement. Ils s'en-

gagent également à solliciter en temps utile lesdites autorisations afin de pouvoir remplir les engagement qu'ils auraient contractés au titre d'emprunteur ou de garant, conformément à la section 3 de l'article VI du Statut du Fonds de Réétablissement.

Article 15

Le Fonds pourra conclure avec tout Etat membre des accords spéciaux précisant les modalités d'application des dispositions du présent Protocole, complétant lesdites dispositions ou portant dérogation à celles de l'article 13 ci-dessus. Il peut également conclure des accords avec tout Etat non membre du Fonds de Réétablissement pour l'aménagement à leur égard de l'application des dispositions de ce Protocole.

TITRE VI

Dispositions finales

Article 16

Le présent Protocoole sera ratifié et les instruments de ratification seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Il entrera en vigueur dès que trois signataires représentant au moins le tiers des titres du Fonds auront déposé leurs instruments de ratification. Pour les autres Membres du Fonds, il entrera en vigueur à la date de dépôt de leurs instruments de ratification respectifs.

Toutefois, en attendant l'entrée en vigueur du Protocole dans les conditions prévues au paragraphe précédent, les signataires conviennent, afin d'éviter tout délai dans le bon fonctionnement du Fonds de Réétablissement, da le mettre à titre provisoire en application le 1er septembre 1958 ou au plus tard dès sa signature, dans la mesure compatible avec leurs règles constitutionnelles respectives.

Article 17

Tout Gouvernement devenu, après la signature de ce Protocole, Membre du Fonds de Réétablissement, peut adhérer au présent Protocole par le dépôt d'un instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Cette adhésion produira effet à la date de ce dépôt si elle est intervenue après l'entrée en vigueur du Protocole, et à la date de cette entrée en vigueur si l'adhésion est antérieure à cette entrée.

Tout Gouvernement ayant déposé un instrument d'adhésion avant l'entrée en vigueur du Protocole mettra celui-ci immédiatement en application provisoire, dans la mesure compatible avec ses règles constitutionnelles.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont signé le présent Protocole.

Fait à Strasbourg, le 6 mars 1959, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général en communiquera des copies certifiées conformes à tous les signataires ou adhérents.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:
JEAN SALMON

Pour le Gouvernement de la République francaise:
Signé à Paris le 17 mars 1959
LECOMPTE BOINET

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne:

En ce qui concerne l'exonération des impôts, la République fédérale d'Allemagne ne sera pas à même d'accorder aux emprunts du Fonds de Réétablissement des avantages excédant ceux accordés à ses propres emprunts ou aux emprunts d'autres organismes internationaux. L'alinéa 4 de l'article 7 ne peut donc comporter aucun engagement pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne de prendre les dispositions prévues dans cet alinéa.

Signé à Paris le 18 mars 1959
DR. ADOLPH REIFFERSCHEIDT

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce:
Signé le 18 mars 1959
N. CAMBALOURIS

Pour le Gouvernement de la République islandaise:
Signed at Strasbourg the 20-th April 1959
PETUR EGGERZ

Pour le Gouvernement de la République italienne:

Au sujet de l'article 3 et compte tenu des principes généraux de son système juridique, l'Italie se réserve de ne pas apposer la formule exécutoire aux sentences intervenues à la suite de la procédure arbitrale visée à l'article 2, alinéa 3, lorsqu'elles seront contraires à l'ordre public national.

BOMBASSEI DE VETTOR

Pour le Gouvernement du Grand Duché de Luxembourg:
Signé à Paris le 17 mars 1959
PIERRE WURTH

Pour le Gouvernement de la République turque:
Signé à Strasbourg le 31 mars 1959
Sous réserve de ratification
M. BOROVALI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

STATUT DU FONDS DE REETABLISSEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Article I

CONSTITUTION DU FONDS

Il est institué un Fonds de Réétablissement du Conseil de l'Europe (ci-après dénommé le « Fonds »).

Le Fonds est rattaché au Conseil de l'Europe et soumis comme tel à sa haute autorité.

Article II

OBJECTIF

Le Fonds a pour objectif d'aider à résoudre les problèmes que l'existence d'excédents de population, y compris des réfugiés nationaux, pose ou peut poser aux pays européens par le financement, au moyen de prêts ou de garanties de prêts:

a) de programmes d'intégration, agréés par un Membre du Fonds, conformément à l'article VI du présent statut, visant à créer de nouvelles possibilités d'emploi en faveur de ces personnes;

b) de programmes de réétablissement, agréés par un Membre du Fonds, prévoyant l'octroi de prêts ou le règlement de dépenses en faveur de personnes

résidant en Europe, désirant se réétablir dans un autre pays en Europe ou dans un pays hors d'Europe et s'engageant à rembourser le montant de ces prêts ou dépenses à concurrence des sommes avancées par le Fonds.

Article III

AFFILIATION

Les gouvernements membres du Conseil de l'Europe peuvent devenir Membres du Fonds conformément aux dispositions de l'article IV, section 2 *a*), (i). D'autres gouvernements admis à adhérer au Fonds peuvent en devenir Membres, dans des conditions spéciales que le Fonds peut édicter pour chaque cas, conformément aux dispositions de l'article IV, section 2 *a*) (ii).

Article IV

OBLIGATIONS DES MEMBRES

Section 1. — *Titres de participation*

Le Fonds émet des titres de participation, libellés en une devise de compte, auxquels souscrivent les Membres. Chaque titre a la même valeur nominale. Les Membres se libèrent de leur souscription par des versements dans leur monnaie nationale aux taux de change officiel en vigueur à la date de la souscription.

Section 2. — *Souscriptions*

a) Chaque Membre souscrit un nombre de titres de participation

(i) Le nombre des titres de participation mis à la disposition de chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe est fixé au tableau annexé au présent Statut. Chacun de ces Membres du Fonds souscrit autant de titres de participation qu'il le désire sans toutefois que sa souscription initiale puisse être inférieure au quart du nombre des titres qui lui sont réservés.

(ii) Le nombre des titres de participation des autres Membres adhérant au Fonds sera fixé en accord avec le Comité de Direction du Fonds, conformément à l'article IX, paragraphe (*c*) du présent Statut.

b) Chaque Membre verse aussitôt après son affiliation au moins vingt-cinq pour cent (25 %) du prix de souscription du nombre minimum de titres de participation auxquels il souscrit: le solde sera versé conformément à l'article IX, paragraphe *c*).

Section 3. — *Maintien de la valeur des souscriptions*

Si le pair de la monnaie d'un Etat membre est abaissé ou si le taux de change de la monnaie de l'Etat membre s'est déprécié dans une mesure importante, celui-ci versera au Fonds, dans un délai raisonnable, une somme supplémentaire de sa propre monnaie, suffisante pour maintenir à la même valeur qu'a l'époque de la souscription le montant souscrit par lui en titres de participation au Fonds.

Section 4. — *Limite des obligations*

Aucun membre ne se trouve engagé envers des tiers par une obligation assumée par le Fonds.

Article V

CONCOURS FINANCIERS ET OPERATIONS D'EMPRUNT

En vue d'utilisations conformes à ses objectifs, le Fonds peut accepter des concours financiers. Il peut également emprunter des fonds.

Le Fonds est habilité à recevoir des versements destinés à des buts déterminés conformes aux objectif du Fonds.

Article VI

DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX PRÊTS ET AUX GARANTIES

Section 1. — *Types de prêts*

Le Fonds consent des prêts sous l'une des formes suivantes:

(i) prêts aux gouvernements membres du Fonds;

(ii) prêts garantis par un gouvernement membre du Fonds et consentis à toute personne morale agréée par ce Membre;

(iii) prêts garantis par un gouvernement membre du Fonds et consentis à des migrants par l'intermédiaire du Membre ou de toute personne morale agréée par ce Membre.

Section 2. — *Garanties*

Le Fonds peut consentir sa garantie pour les opérations découlant de la réalisation des objectifs prévus à l'article II à des conditions à determiner pour chaque cas d'espèce.

Section 3. — *Obligations de l'emprunteur ou du garant*

a) Les engagements pris par les gouvernements membres du Fonds en ce qui concerne les prêts qui leur sont consentis au titre de la section 1 (i) du présent article et les garanties fournies par les gouvernements membres du Fonds au titre de la section 1 (ii) et (iii) du présent article doivent, dans chaque cas, comporter la promesse inconditionnelle:

(i) de rembourser dans un délai spécifié une somme spécifiée exprimée dans une devise spécifiée, et

(ii) de payer pour la somme spécifié un intérêt et une commission à un taux spécifié à échéances spécifiées, à partir d'une date spécifiée.

b) Pour déterminer les monnaies dans lesquelles sont exprimée les obligations des gouvernements membres du Fonds en leur qualité d'emprunteurs ou de garants, le Fonds s'efforce de maintenir un rapport constant en valeur et en devises entre ses avoirs, y compris ses obligations, et les souscriptions versées par ses Membres, y compris tous versements effectués en vertu de l'article IV, section 3.

Section 4. — *Subrogation*

Dans les contrats de prêts garantis en vertu de la section 1 (ii) et (iii) du présent article, il sera prévu que le garant ayant satisfait à ses engagements envers le Fonds au titre de cette garantie, est subrogé au Fonds vis-à-vis de l'emprunteur ou des emprunteurs.

Section 5. — *Déclarations des Membres*

Le Fonds recoit, à l'appui des demandes de prêts relatifs à des programmes de réétablissement ou de intégration, une déclaration aux termes de laquelle le Membre intéressé:

(i) agrée le programme;

(ii) déclare estimer que le programme permettra le réétablissement ou l'intégration de personnes résidant sur son territoire européen;

(iii) déclare estimer qu'il n'est pas possible d'obtenir d'une autre source à des conditions raisonnables les fonds nécessaires.

Section 6. — *Renseignements à fournir*

Le Conseil d'administration prévu à l'article X du présent Statut fixera la nature des renseignements et engagements que tout emprunteur est tenu de fournir à l'appui de sa demande.

Article VII

INVESTISSEMENTS

Section 1. — *Investissements temporaires*

En attendant d'utiliser pour la première fois les fonds souscrits par un Etat, le Fonds peut les placer en bons du Trésor ou autres obligations issues de cet Etat et garanties par lui.

Dans les opérations d'investissement, le Conseil de administration demandera l'avis d'experts en matière de placements.

Section 2. — *Accumulation et investissement des réserves*

Les réserves du Fonds provenant d'un excédent des recettes d'intérêts et de commissions pourront être cumulées et investies en tout ou partie dans les conditions qui seront fixées par le Conseil d'administration.

Article VIII

ORGANISATION, ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DU FONDS

L'organisation, l'administration et le contrôle du Fonds sont assurés par les organes suivants:

Le Comité de Direction;
Le Conseil d'administration;
Le Gouverneur;
Le Comité de Surveillance;

conformément aux dispositions des articles ci-après.

Article IX

COMITÉ DE DIRECTION

Section 1. — *Décisions réservées aux Membres*

Les Membres, réunis en Comité de Direction, sont habilités à:

a) choisir la monnaie de compte et fixer la valeur nominale des titres de participation;

b) déterminer les conditions dans lesquelles le Fonds accepte des concours financiers ou emprunte des fonds et fixer les droits à accorder aux bailleurs ou prêteurs, y compris leurs droits sur les avoirs du Fonds;

c) fixer les échéances de libération des parts souscrites selon les besoins du Fonds pour la réalisation de ses objectifs;

d) fixer les principes de gestion du Fonds;

e) autoriser les gouvernements autres que les gouvernements membres du Conseil de l'Europe à adhérer au Fonds, fixer les conditions de cette admission et le nombre de titres de participation à souscrire par ces gouvernements;

f) nommer le Gouverneur, le révoquer et accepter sa démission;

g) recommander les mesures législatives, internationales ou autres, que les Membres prendront, notamment pour définir le régime spécial des avoirs ou biens du Fonds sur leur territoire ou sur le territoire tiers, et les engagements des Membres résultant des opérations spéciales du Fonds;

h) amender le présent Statut, sans toutefois changer ses objectifs;

i) interpréter le présent Statut;

j) suspendre les opérations du Fonds de façon permanente et répartir ses avoirs;

k) établir le règlement intérieur et désigner son président;

l) désigner les trois commissaires qui constitueront le Comité de Surveillance.

Section 2. — *Vote*

a) Les décisions réservées aux Membres du Fonds sont prises par votes, exprimés soit oralement au cours des réunions, soit par écrit dans l'intervalle de leurs réunions.

b) Chaque Membre du Fonds dispose d'une voix pour chaque titre de participation qu'il détient.

Article X

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Section 1. — *Décisions réservée au Conseil d'administration*

Le Conseil d'administration a tous les pouvoirs nécessaires à l'administration du Fonds. Il prend notamment une décision sur les objets suivants:

a) déterminer périodiquement quelle fraction des réserves éventuelles du Fonds doit être cumulée et investie en application des dispositions de l'article VII, section 2;

b) approuver le budget de fonctionnement du Fonds selon le principe que les dépenses de gestion, ne peuvent excéder les recettes d'intérêts et de commissions;

c) donner au Gouverneur des directives d'ordre général ou particulier;

d) établir le règlement intérieur du Fonds et notamment les conditions d'octroi des prêts ou des garanties de prêts;

e) présenter annuellement au Représentant Spécial, pour être soumis au Comité des Ministres, le rapport établi par le Gouverneur du Fonds.

Section 2. — *Composition du Conseil d'administration*

a) Le Conseil d'administration se compose d'un Président désigné par le Comité de Direction et d'un représentant de chacun des Membres du Fonds. Chaque représentant au Conseil d'administration dispose d'un nombre de voix égal au nombre de titres de participation détenus.

b) Le Conseil d'administration pourra appeler à participer à ses travaux, sans droit de vote, les représentants des organisations internationales et intergouvernementales intéressées.

Section 3. — *Durée du mandat des membres du Conseil d'administration*

Tout membre désigné du Conseil d'administration demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit révoqué par le Membre du Fonds qui l'a désigné. Les membres du Conseil sortant peuvent toujours être désignés ou réélus.

Section 4. — *Mode de décision du Conseil d'administration*

a) Le Conseil d'administration se réunit sur convocation de son président, aussi souvent que la chose paraît nécessaire et au moins une fois par trimestre;

b) Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des membres présents. Le Conseil ne délibère valablement que si les deux tiers au moins de ses membres sont présents.

Section 5. — *Commissions du Conseil d'administration*

Le Conseil d'administration peut à tout moment constituer des commissions composées de ses membres et déléguer à ces commissions des pouvoirs spécifiés dans chaque cas.

Section 6. — *Rémunération des membres du Conseil d'administration*

Les membres du Conseil d'administration ne perçoivent aucune rémunération du Fonds; cependant les frais raisonnables engagés lors de l'exécution de leurs fonctions de membres du Conseil d'administration leur sont remboursés par le Fonds.

Article XI

GOUVERNEUR

Section 1. — *Fonctions du Gouverneur*

Le Gouverneur assure l'administration courante du Fonds, conformément aux directives du Conseil d'administration et sous sa surveillance.

Il représente le Fonds dans toutes les transactions que celui-ci effectue. Il ne contracte aucune obligation financière, conformément aux dispositions des articles V et VI du Statut, sans autorisation expresse du Conseil d'administration.

Il engage les dépenses d'administration dans la limite des crédits budgétaires qui lui sont alloués.

Il prend toutes dispositions utiles pour maintenir ces dépenses au strict minimum. En particulier, il recourt aux services que peut lui offrir le Conseil de l'Europe et s'assure, en matière financière, la coopération des banques centrales des Etats membres et de la Banque des Règlements Internationaux et, en matière de réétablissement et d'intégration des excédents de population, la collaboration des institutions et des personnalités compétentes dans ce domaine.

Il détient les avoirs et les biens du Fonds et entretient une comptabilité adéquate.

Section 2. — *Rapports au Conseil d'administration*

Le Gouverneur adresse, à intervalles réguliers, au Conseil d'administration, des rapports sur la position du Fonds et sur les opérations envisagées et lui fournit tous les renseignements qu'il peut demander.

Le Gouverneur établit chaque année un rapport complet sur toutes les opérations de l'année.

Il y joint le bilan du Fonds et le compte de gestion des opérations financières ainsi que le rapport établi sur ces documents par le Comité de Surveillance.

Section 3. — *Nomination et rétribution du Gouverneur*

Le Gouverneur est nommé pour un terme de 3 ans et est rééligible à l'expiration de son mandat. Le montant de sa rétribution est fixé par le Conseil d'administration du Fonds.

Article XII

COMITÉ DE SURVEILLANCE

Le Comité de Surveillance examine une fois par an les comptes du Fonds et vérifie l'exactitude du compte de gestion et du bilan.

Le rapport du Comité certifie que le bilan et le compte de gestion concordent avec les écritures et qu'ils reflètent exactement et honnêtement l'état des opérations du Fonds à la fin de chaque exercice financier.

Article XIII

SIEGE

Le siège du Fonds est installé à Strasbourg, France. Le siège des services de gestion sera fixé par le Conseil d'administration.

Article XIV

SUSPENSION DES OPÉRATIONS ET LIQUIDATION DU FONDS

Section 1. — *Suspension des opérations*

Si le Comité de Direction décide la clôture des opérations, le Fonds cessera immédiatement toutes activités à l'exception de celles qui se rapportent au règlement de ses obligations ainsi qu'à la réalisation méthodique, à la conservation et à la sauvegarde de ses avoirs.

Section 2. — *Retrait des Membres*

Tout Membre peut se retirer du Fonds après préavis de six mois précédant la fin de l'exercice en cours. Les conditions en seront fixées par le Comité de Direction.

Section 3. — *Liquidation du Fonds*

Après règlement de tous les engagements du Fonds, y compris l'exécution des droits à répartitions, consentis par le Fonds lors de l'acceptation de concours financiers au titre de l'article V, ou constitution de réserves en vue de ce règlement, les Membres du Fonds pourront convenir d'un plan de répartition des avoirs fondé sur les principes suivants:

a) Aucun Membre du Fonds se trouvant dans une position de débiteur vis-à-vis du Fonds ne peut être admis à participer à la répartition avant d'avoir régularisé se position.

b) Si l'actif net du Fonds le permet, chaque Membre du Fonds reçoit pour sa part le montant qu'il a versé au titre de l'article IV dans la monnaie de ce versement, ou, si cela n'est pas possible, l'équivalent de ce montant en d'autres devises, calculé au taux de change en vigueur à la date de la répartition. Si l'actif net du Fonds ne permet pas le remboursement intégral de ces parts, le déficit éventuel sera partagé entre tous les Membres du Fonds de la même façon.

c) Tout actif net du Fonds subsistant après la distribution de ces parts sera réparti entre tous les Membres du Fonds en proportion du nombre de titres de participation détenu par chacun.

d) Si ces parts sont payées à certains Membres du Fonds en devises d'autres Membres du Fonds, ces derniers prendront les mesures nécessaires pour assurer, selon les modalités prévues par leur réglementation des changes, le mouvement des montants ainsi versés au titre de la répartition.

Article XV

DISPOSITIONS FINALES

Section 1. — *Réunion d'organisation*

Dès que le présent Statut sera adopté par une résolution du Comité des Ministres sur la base d'un accord partiel, le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe convoquera, en accord avec le Représentant Spécial, la première réunion du Comité de Direction qui prendra toutes mesures nécessaires ou souhaitables pour organiser le Fonds en conformité avec le présent Statut.

Section 2. — *Notification du commencement des opérations*

Le Gouverneur notifiera aux Membres du Fonds la date à laquelle celui-ci sera prêt à commencer ses opérations.

Section 3. — *Adhésion*

a) Tout Membre du Conseil de l'Europe qui n'est pas Membre du Fonds peut adhérer à celui-ci par une déclaration adressée au Comité des Ministres. Cette déclaration doit contenir l'acceptation du present Statut

par le Gouvernement adhérent et la souscription de la part de ce gouvernement du nombre de titres de participation fixé en accord avec le Comité de Direction, conformément à l'article IV du présent Statut.

b) Tout gouvernement non membre du Conseil de l'Europe qui, conformément à la section 1, paragraphe *e*), de l'article IX, a été admis à adhérer au Fonds, peut adhérer à celui-ci en déposant auprès du Secrétaire Général du Conseil un instrument établissant qu'il accepte le présent Statut, qu'il souscrit le nombre de titres de participation fixé en accord avec le Comité de Direction, conformément à l'article IV du présent Statut, qu'il a pris toutes les mesures nécessaires pour se mettre en état d'exécuter toutes les obligations découlant du présent Statut et qu'il a rempli toutes les conditions d'admission fixées par le Comité de Direction.

c) Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera au Gouverneur et à tous les Membres du Fonds la réception de toute déclaration d'adhésion et le dépôt de tout instrument d'adhésion en application des paragraphes précédents.

Section 4. — *Interprétation du présent Statut*

Toute décision du Conseil d'administration comportant l'interprétation du présent Statut peut être portée devant le Comité de Direction à la demande d'un Membre. En attendant que le Comité de Direction ait statué, le Fonds peut, dans la mesure où il l'estime nécessaire, agir sur la base de la décision du Conseil d'administration.

Section 5. — *Copie certifiée conforme*

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe communiquera une copie certifiée conforme du présent Statut à tout Membre du Conseil et à tout gouvernement non membre du Conseil ayant adhéreré au Fonds.

ANNEXE

BAREME DE CONTRIBUTIONS AU « FONDS DE REETABLISSEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE » SUR LA BASE DE 10 MILLIONS DE DOLLARS

	Pourcentage de répartition (1955)	Nombre de titres à raison de 1 par 1.000 dollars	Taux de change (1-1-1955)	Contributions en monnaies nationales
Belgique	3,3	330	0,02	16.500.000
Danemark . . .	1,8	180	0,144.8	1.243.094
France . .	18,4	1.840	0,002.857	644.032.202
Republique Federale d'Allemagne	18,4	1.840	0,238.1	7.727.845
Grece .	3,3	330	0,033.33	9.900.990
Islande .	0.2	20	0,614	325.733
Irlande	1,2	120	2,80	42.857
Italie	18.4	1.840	0,001.6	1.150.000.000
Luxembourg. . .	0,2	20	0;02	1.000.000
Pays-Bas .	4,0	400	0,263.2	1.519.757
Norvege	1,4	140	0,14	1.000.000
Sarre	0,4	40	0,002.857	1.400.070
Suede	2,8	280	0,193.3	1.448.526
Turquie .	7,8	780	0,357.1	2.184,262
Royaume-Uni .	18,4	1.840	2,80	657.142
TOTAL . . .	100,0	10.000		

Le pourcentage de répartition est celui adopté pour les contributions au budget du Conseil de l'Europe.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 febbraio 1962, n. 89.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di San Pio X nel comune di Cinisello Balsamo (Milano).

N. 89. Decreto del Presidente della Repubblica 12 febbraio 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Milano in data 26 luglio 1958, integrato con altro decreto del 5 maggio 1961 e con dichiarazione in data 6 giugno 1961, relativo alla erezione della parrocchia di San Pio X nel comune di Cinisello Balsamo (Milano), e viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa omonima, sede della parrocchia stessa.

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 marzo 1962
Atti del Governo, registro n. 144, foglio n. 62. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 febbraio 1962, n. 90.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di Sant'Andrea Apostolo in località Cecina-Marina del comune di Cecina (Livorno).

N. 90. Decreto del Presidente della Repubblica 12 febbraio 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Volterra in data 2 febbraio 1955, integrato con tre dichiarazioni rispettivamente del 5 aprile, 22 luglio e 10 ottobre 1961, relativo alla erezione della parrocchia di Sant'Andrea Apostolo in località Cecina-Marina del comune di Cecina (Livorno).

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 marzo 1962
Atti del Governo, registro n. 144, foglio n. 63. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 febbraio 1962, n. 91.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di Santa Maria Nascente in frazione Bevera del comune di Barzago (Como).

N. 91. Decreto del Presidente della Repubblica 12 febbraio 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Milano in data 25 marzo 1961, integrato con dichiarazione del 4 luglio 1961, relativo alla erezione della parrocchia di Santa Maria Nascente in frazione Bevera del comune di Barzago (Como), e viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa omonima, sede della parrocchia stessa.

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 marzo 1962
Atti del Governo, registro n. 144, foglio n. 65. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 febbraio 1962, n. 92.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di San Silvestro in frazione Castellerio del comune di Pagnacco (Udine).

N. 92. Decreto del Presidente della Repubblica 12 febbraio 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Udine in data 24 agosto 1961, integrato con prospetto e dichiarazione

del 5 settembre 1961, relativo alla erezione della parrocchia di San Silvestro in frazione Castellerio del comune di Pagnacco (Udine), e viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa omonima, sede della parrocchia stessa.

Visto, *il Guardasigilli*: Bosco
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 marzo 1962
Atti del Governo, registro n. 144, foglio n. 64. — Villa

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 febbraio 1962, n. 93.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa parrocchiale ex conventuale di Sant'Antonio, sita nel comune di Cianciana (Agrigento).

N. 93. Decreto del Presidente della Repubblica 12 febbraio 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa parrocchiale ex conventuale di Sant'Antonio, sita nel comune di Cianciana (Agrigento).

Visto, *il Guardasigilli*: Bosco
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 marzo 1962
Atti del Governo, registro n. 144, foglio n. 66. — Villa

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 febbraio 1962, n. 94.

Riconoscimento della personalità giuridica dell'Associazione laicale a scopo di culto e di religione, denominata « Pia Famiglia delle Sorelle del Santo Rosario - Apostole del Lavoro », con sede in Rivanazzano (Pavia).

N. 94. Decreto del Presidente della Repubblica 12 febbraio 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica dell'Associazione laicale a scopo di culto e di religione, denominata « Pia Famiglia delle Sorelle del Santo Rosario - Apostole del Lavoro », con sede in Rivanazzano (Pavia) e viene approvato lo statuto dell'Associazione stessa.

Visto, *il Guardasigilli*: Bosco
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 marzo 1962
Atti del Governo, registro n. 144, foglio n. 73. — Villa

DECRETO MINISTERIALE 7 marzo 1962.

Approvazione di alcune tariffe di assicurazioni sulla vita presentate dalla Società « Cattolica di assicurazioni », con sede in Verona.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il testo unico delle leggi sull'esercizio delle assicurazioni private, approvato con decreto del Presidente della Repubblica del 13 febbraio 1959, n. 449;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con i regi decreti 4 marzo 1926, n. 519 e 22 aprile 1940, n. 469;

Vista la domanda della Società « Cattolica di assicurazioni », con sede in Verona, intesa ad ottenere la approvazione di alcune tariffe di assicurazione sulla vita ed opzioni a scadenza;

Vista la relazione tecnica;

Decreta:

Art. 1.

Le tariffe attualmente in vigore di rendita immediata, capitali differiti, rendite differite, mista crescente di 1/*n* e gli attuali tassi di conversione di capitali alla scadenza del contratto in rendita e viceversa, sono abrogati a decorrere dal 1° aprile 1962.

Art. 2.

Sono approvate, secondo il testo debitamente autenticato, le seguenti tariffe di assicurazione sulla vita ed opzioni a scadenza, presentate dalla Società « Cattolica di assicurazioni », con sede in Verona:

Cat. D (M-F) - Tariffa relativa all'assicurazione, a premio unico, di una rendita vitalizia immediata pagabile finchè è in vita l'assicurato;

Cat. I - Tariffa relativa all'assicurazione su due teste, a premio unico, di una rendita immediata pagabile fino al primo decesso;

Cat. H - Tariffa relativa all'assicurazione su due teste, a premio unico, di una rendita immediata reversibile parzialmente o interamente sulla testa sopravvivente;

Cat. Au (M-F) Tariffa relativa all'assicurazione, a premio unico, di una rendita vitalizia differita pagabile da un'epoca prestabilita se l'assicurato sarà allora in vita;

Cat. Acu (M-F) Tariffa relativa all'assicurazione, a premio unico, di una rendita vitalizia differita pagabile da un'epoca prestabilita se l'assicurato sarà allora in vita e con la condizione della restituzione dei premi pagati in caso di sua premorienza;

Cat. A (M-F) Tariffa relativa all'assicurazione, a premio annuo, di una rendita vitalizia differita pagabile da un'epoca prestabilita se l'assicurato sarà allora in vita;

Cat. Ac (M-F) Tariffa relativa all'assicurazione, a premio annuo, di una rendita vitalizia differita pagabile da un'epoca prestabilita se l'assicurato sarà allora in vita e con la condizione della restituzione dei premi pagati in caso di sua premorienza;

Cat. 2h - Tariffa relativa all'assicurazione mista, a premio annuo, di un capitale pagabile ad un'epoca prestabilita se l'assicurato sarà allora in vita, ovvero, immediatamente, in misura ridotta crescente in proporzione dei premi pagati in caso di premorienza dell'assicurato stesso;

Valori di opzione per la conversione in capitali delle rendite differite;

Valori di opzione per la conversione in rendita del capitale a scadenza per le forme di tipo misto e termine fisso.

Roma, addì 7 marzo 1962

Il Ministro: Colombo

(1695)

DECRETO MINISTERIALE 10 marzo 1962.

Protezione temporanea di invenzioni, modelli e marchi, relativi ad oggetti che figureranno nel « Salone-mercato internazionale dell'abbigliamento », che avrà luogo a Torino.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art. 8 del regio decreto 29 giugno 1939, n. 1127, riguardante la protezione temporanea delle nuove invenzioni industriali che figurano nelle esposizioni;

Visti gli articoli 1 del regio decreto 25 agosto 1940, n. 1411, e 6 del regio decreto 21 giugno 1942, n. 929, riguardanti la protezione temporanea dei nuovi modelli industriali dei nuovi marchi d'impresa relativi a prodotti che figurano nelle esposizioni;

Vista la legge 1° luglio 1959, n. 514;

Vista la domanda inoltrata dal presidente dell'Ente organizzatore dell'esposizione;

Decreta:

Articolo unico.

Le invenzioni industriali, i modelli di utilità, i modelli o disegni ornamentali, i marchi d'impresa relativi ad oggetti che figureranno nel « Salone-mercato internazionale dell'abbigliamento », che avrà luogo a Torino, dal 7 al 15 aprile 1962, godranno della protezione temporanea stabilita dai decreti richiamati nelle premesse.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e nel Bollettino dei brevetti per invenzioni, modelli e marchi.

Roma, addì 10 marzo 1962

p. *Il Ministro*: CERVONE

(1748)

DECRETO MINISTERIALE 12 marzo 1962.

Protezione temporanea di invenzioni, modelli e marchi, relativi ad oggetti che figureranno nella « XXVI Mostra-mercato internazionale dell'artigianato », che avrà luogo a Firenze.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art. 8 del regio decreto 29 giugno 1939, n. 1127, riguardante la protezione temporanea delle nuove invenzioni industriali che figurano nelle esposizioni;

Visti gli articoli 1 del regio decreto 25 agosto 1940, n. 1411, e 6 del regio decreto 21 giugno 1942, n. 929, riguardanti la protezione temporanea dei nuovi modelli industriali dei nuovi marchi d'impresa relativi a prodotti che figurano nelle esposizioni;

Vista la legge 1° luglio 1959, n. 514;

Vista la domanda inoltrata dal presidente dell'Ente organizzatore dell'esposizione;

Decreta:

Articolo unico.

Le invenzioni industriali, i modelli di utilità, i modelli o disegni ornamentali, i marchi d'impresa relativi ad oggetti che figureranno nella « XXVI Mostra-mercato internazionale dell'artigianato », che avrà luogo a Firenze, dal 28 aprile al 20 maggio 1962, godranno della protezione temporanea stabilita dai decreti richiamati nelle premesse.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e nel Bollettino dei brevetti per invenzioni, modelli e marchi.

Roma, addì 12 marzo 1962

p. *Il Ministro*: CERVONE

(1749)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Zumpano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 13 febbraio 1962, registrato alla Corte dei conti il 5 marzo 1962, registro n. 7 Interno, foglio n. 95, l'Amministrazione comunale di Zumpano (Cosenza) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 11.200.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(1777)

Autorizzazione al comune di Vaccarizzo Albanese ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 12 febbraio 1962, registrato alla Corte dei conti il 5 marzo 1962, registro n. 7 Interno, foglio n. 96, l'Amministrazione comunale di Vaccarizzo Albanese (Cosenza) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 1.983.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(1776)

Autorizzazione al comune di Torano Castello ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 12 febbraio 1962, registrato alla Corte dei conti il 5 marzo 1962, registro n. 7 Interno, foglio n. 97, l'Amministrazione comunale di Torano Castello (Cosenza) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 4.980.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(1775)

Autorizzazione al comune di Cisterna di Latina ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 12 febbraio 1962, registrato alla Corte dei conti il 5 marzo 1962, registro n. 7 Interno, foglio n. 102, l'Amministrazione comunale di Cisterna di Latina (Latina) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 26.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(1778)

Autorizzazione al comune di Santa Maria Imbaro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 12 febbraio 1962, registrato alla Corte dei conti il 5 marzo 1962, registro n. 7 Interno, foglio n. 91, l'Amministrazione comunale di Santa Maria Imbaro (Chieti) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 2.011.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(1781)

Autorizzazione al comune di Carovigno ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 12 febbraio 1962, registrato alla Corte dei conti il 5 marzo 1962, registro n. 7 Interno, foglio n. 90, l'Amministrazione comunale di Carovigno (Brindisi) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 48.450.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(1780)

Autorizzazione al comune di Poggiomarino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 12 febbraio 1962, registrato alla Corte dei conti il 5 marzo 1962, registro n. 7 Interno, foglio n. 98, l'Amministrazione comunale di Poggiomarino (Napoli) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 15.500.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(1779)

Autorizzazione al comune di Cariati ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 12 febbraio 1962, registrato alla Corte dei conti il 5 marzo 1962, registro n. 7 Interno, foglio n. 99, l'Amministrazione comunale di Cariati (Cosenza) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 23.030.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(1782)

Autorizzazione al comune di Frascineto ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 13 febbraio 1962, registrato alla Corte dei conti il 5 marzo 1962, registro n. 7 Interno, foglio n. 94, l'Amministrazione comunale di Frascineto (Cosenza) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 9.410.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(1783)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 55

Corso dei cambi del 20 marzo 1962 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	620,99	620,97	620,96	620,99	621 —	621 —	620,97	620,90	621 —	620,98
$ Can.	591,90	592,40	592 —	592,40	592,10	591,94	592,60	591,85	591,90	592,25
Fr. Sv.	142,98	143,02	142,98	143,0225	142,97	142,99	143,01	143 —	142,98	143 —
Kr. D.	90,32	90,30	90,30	90,31	90,25	90,32	90,3075	90,30	90,32	90,32
Kr. N.	87,19	87,19	87,20	87,20	87,25	87,20	87,205	87,20	87,19	87,20
Kr. Sv.	120,62	120,64	120,62	120,655	120,65	120,62	120,64	120,60	120,63	120,65
Fol.	171,94	172,03	172,05	172,05	172,10	171,99	172,04	172 —	171,99	172 —
Fr. B.	12,47	12,475	12,475	12,47625	12,47625	12,48	12,4755	12,47	12,47	12,475
Fr. Fr. (N.F.)	126,74	126,74	126,74	126,735	126,74	126,73	126,7275	126,70	126,73	126,74
Lst.	1749,20	1749 —	1748,80	1748,90	1748,75	1749,32	1748,95	1749,20	1749,30	1749 —
Dm. occ.	155,28	155,27	155,29	155,28	155,25	155,29	155,275	155,25	155,29	155,30
Scell. Austr.	24,06	24,05	24,05	24,055	24 —	24,06	24,05875	24,05	24,05	24,055
Escudo Port.	21,80	21,80	21,80	21,81	21,80	21,80	21,81	21,80	21,80	21,80

Media dei titoli del 20 marzo 1962

Rendita 5 % 1935	108,20
Redimibile 3,50 % 1934	99,75
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	89,05
Id. 5 % (Ricostruzione)	101,10
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	99,975
Id. 5 % (Città di Trieste)	100,075
Id. 5 % (Beni Esteri)	99,975
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° gennaio 1963)	103,425
Id. 5 % (» 1° aprile 1964)	103,55
Id. 5 % (» 1° aprile 1965)	103,675
Id. 5 % (» 1° aprile 1966)	103,925
Id. 5 % (» 1° gennaio 1968)	104,15
Id. 5 % (» 1° aprile 1969)	104,15
Id. 5 % (» 1° gennaio 1970)	104,675
B. T. Poliennali 5 % (» 1° ottobre 1966)	103,60

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 20 marzo 1962

1 Dollaro USA	620,98
1 Dollaro canadese	592,50
1 Franco svizzero	143,016
1 Corona danese	90,309
1 Corona norvegese	87,202
1 Corona svedese	120,647
1 Fiorino olandese	172,045
1 Franco belga	12,476
1 Franco nuovo (N.F.)	126,731
1 Lira sterlina	1748,925
1 Marco germanico	155,277
1 Scellino austriaco	24,057
1 Escudo port.	21,81

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA DIFESA - AERONAUTICA

Concorso per titoli ed esami al posto di maresciallo vice direttore del Corpo musicale dell'Aeronautica militare in servizio permanente.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il regio decreto-legge 19 novembre 1936, concernente la costituzione del Corpo musicale dell'Aeronautica militare;

Visto il regio decreto-legge 3 febbraio 1938, n. 744, concernente il reclutamento dei sottufficiali e militari di truppa dell'Aeronautica militare;

Visto il decreto presidenziale 24 giugno 1954, n. 368, concernente le norme per la presentazione dei documenti nei concorsi per le carriere statali;

Visto la legge 31 luglio 1954, n. 599, sullo stato dei sottufficiali dell'Esercito, della Marina e dell'Aeronautica;

Visto il decreto presidenziale 2 agosto 1957, n. 678, concernente nuove norme sulle documentazioni amministrative e sulla legalizzazione di firme;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per titoli ed esami al posto di maresciallo di 1ª classe dell'Arma aeronautica, ruolo servizi, categoria musicanti, vice direttore del Corpo musicale della Aeronautica militare in servizio permanente.

Art. 2.

Possono partecipare al concorso i cittadini italiani che si trovino nelle seguenti condizioni:

a) non aver superato, alla data del presente bando, il 35° anno di età. Detto limite è aumentabile:

1) di due anni nei riguardi degli aspiranti che siano coniugati alla data in cui scade il termine di presentazione delle domande di partecipazione al concorso;

2) di un anno per ogni figlio vivente alla data medesima;

3) di cinque anni per gli ammessi a godere dei benefici previsti per i combattenti;

4) di tanti anni, mesi e giorni quanti il concorrente ne abbia di servizio effettivo computabile ai fini di pensione;

b) abbiano sempre tenuto buona condotta morale e civile ed appartengano a famiglia di incensurabile moralità;

c) siano in possesso della idoneità fisica al servizio militare incondizionato nell'Aeronautica militare e della idoneità somatico-funzionale in qualità di maresciallo in servizio permanente dell'Aeronautica militare.

I candidati, prima dell'inizio degli esami, verranno sottoposti a cura del Ministero difesa-Aeronautica a visita sanitaria per l'accertamento del possesso dei requisiti fisici e della idoneità somatico-funzionale, graduata nelle tre categorie di 1° ottimo, 2° buono, 3° sufficiente.

Contro l'esito di tale visita non è ammesso appello.

I candidati dovranno presentarsi alla visita muniti di documento di identità personale.

Art. 3.

La domanda di ammissione sottoscritta dal concorrente, dovrà essere redatta su carta da bollo da L. 200 e pervenire al Ministero difesa-Aeronautica - Direzione generale del personale militare - Divisione 5ª concorsi - 2ª Sezione-Roma, non oltre il 60° giorno dopo quello della data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il candidato dovrà dichiarare nella domanda:

la data e il luogo di nascita;

il possesso della cittadinanza italiana;

il Comune di iscrizione nelle liste elettorali, ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

le eventuali condanne penali riportate;

il titolo di studio musicale posseduto, precisando il Conservatorio o l'Istituto presso il quale il titolo stesso è stato conseguito e l'anno durante il quale il predetto titolo è stato ottenuto. In mancanza, il candidato dovrà dichiarare il titolo di studio non musicale posseduto, precisando l'Istituto presso cui il titolo stesso è stato conseguito e l'anno durante il quale il predetto titolo è stato ottenuto;

la posizione nei riguardi del servizio militare;

quale dei sottonotati strumenti egli sappia suonare e si impegni di suonare, sia in sede di esame, che nella banda in caso di nomina a vice direttore del Corpo musicale dell'Aeronautica militare:

1) Primo flauto;
2) Primo oboe;
3) Clarinetto piccolo in La bemolle;
4) Primo clarinetto piccolo in Mi bemolle;
5) Clarinetto soprano principale;
6) Primo clarinetto soprano;
7) Primo clarinetto contralto;
8) Primo clarinetto basso;
9) Saxofono soprano;
10) Saxofono contralto;
11) Saxofono tenore;
12) Primo corno;
13) Prima cornetta;
14) Prima tromba in Fa;
15) Prima tromba in Si bemolle basso;
16) Primo trombone tenore;
17) Primo flicorno sopranino;
18) Primo flicorno soprano;
19) Primo flicorno contralto;
20) Primo flicorno tenore;
21) Primo flicorno basso;
22) Primo flicorno contrabasso.

Nel caso che il candidato abbia diritto agli aumenti dei limiti di età previsti per i coniugati, con o senza prole, e per i vedovi con prole, dovrà farne menzione nella domanda di ammissione al concorso, specificando il numero dei figli viventi.

Del pari il candidato dovrà notificare l'eventuale possesso dei requisiti che diano diritto ai benefici previsti per i combattenti e nel caso che esso sia dipendente dell'Amministrazione dello Stato, dovrà specificare la carriera, la categoria di appartenenza la qualifica rivestita, precisando altresì la durata del servizio effettivo prestato computabile ai fini di pensione.

Nella domanda il candidato dovrà inoltre indicare il suo preciso recapito e l'indirizzo della famiglia con l'obbligo di notificare le successive eventuali variazioni, mediante lettera raccomandata, al Ministero della difesa-Aeronautica - Direzione generale del personale militare - Divisione 5ª concorsi - 2ª Sezione Roma.

Si intenderanno irrevocabilmente esclusi dal concorso quei candidati la cui presentazione a visita medica od alle prove di esame non fosse avvenuta nelle date prescritte per il mancato arrivo, in tempo utile per le chiamate, della comunicazione di cambio di domicilio.

La firma in calce alla domanda dovrà essere autenticata da un notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza dell'aspirante.

Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'Ufficio nel quale prestano servizio e per i militari in servizio il visto del comandante di Corpo.

La data di arrivo della domanda risulta dal bollo di ufficio e non è ammessa altra prova in contrario.

Non saranno prese in considerazione quelle domande che pervenissero dopo il termine stabilito. Per quelle domande che risultassero formalmente irregolari, il Ministero si riserva, a suo giudizio discrezionale ed insindacabile e caso per caso, la facoltà di accoglierne la successiva regolarizzazione anche oltre il termine stabilito.

I militari in servizio, stante il termine perentorio dell'arrivo delle domande al Ministero, sono autorizzati a trasmetterle direttamente al Ministero stesso, ma incombe loro l'obbligo di informare l'autorità dalla quale dipendono che, eventualmente, farà conoscere al Ministero se abbia osservazioni da muovere in proposito.

I candidati che siano dipendenti civili di ruolo o militari di carriera dovranno allegare alla domanda una dichiarazione della autorità competente dalla quale risulti il periodo di servizio effettivo prestato computabile ai fini di pensione.

Art. 4.

La Commissione di esami sarà nominata con successivo decreto.

Art. 5.

Gli esami avranno luogo in Roma, in data che verrà stabilita dal Ministero e della quale sarà data comunicazione con avviso personale ai singoli interessati i quali dovranno presentarsi muniti di documento di identità personale.

Gli esami per l'accertamento della capacità tecnico-artistica degli aspiranti consisteranno in due prove scritte obbligatorie, in una prova orale obbligatoria ed in una prova pratica obbligatoria.

Le prove scritte obbligatorie consisteranno nello svolgimento dei seguenti lavori, su temi compilati dalla Commissione esaminatrice:

a) armonizzare a quattro voci un basso dato;

b) strumentare per banda un brano di musica scritta originariamente per pianoforte.

Per le due prove i concorrenti potranno disporre del pianoforte.

Il tempo consentito per l'armonizzazione del basso è di ore 8, quello per la strumentazione è di ore 16.

La prova orale consisterà in domande relative alla conoscenza tecnica degli strumenti tutti che compongono la banda, nell'impiego di essi, nonchè cenni storici sulle origini dei primi strumenti a fiato. Il candidato dovrà altresì rispondere a domande inerenti i vari organici di bande.

La prova pratica sarà divisa in due parti:

a) accertamento della abilità musicale, come suonatore, del candidato il quale dovrà eseguire con il proprio strumento un pezzo da concerto studiato e di sua scelta, con o senza accompagnamento di pianoforte, ed eseguirà inoltre, a prima vista, un pezzo di notevole difficoltà scelto dalla Commissione. Nella prova di lettura a prima vista sarà inserita anche una breve prova di trasporto;

b) concertazione e direzione di un pezzo per banda scelto seduta stante dalla Commissione e consegnato al candidato due ore prima della prova stessa.

Il tempo massimo per la prova orale e la prova pratica sarà stabilito dalla Commissione esaminatrice.

Il diario delle prove scritte sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

La Commissione esaminatrice presiederà allo svolgimento degli esami. Immediatamente prima dell'inizio di ciascuna prova scritta formulerà tre temi sulla materia di esame.

A cura di un candidato verrà estratto a sorte uno dei tre temi suddetti che costituirà oggetto della prova.

I temi verranno svolti dai concorrenti sotto la sorveglianza di due o più membri della Commissione, nel tempo massimo stabilito. Durante lo svolgimento delle prove i candidati non potranno comunicare tra di loro e con persone estranee alla Commissione, nè consultare libri e manoscritti. Pertanto verranno senz'altro esclusi dagli esami i candidati che contravvenissero alle anzidette disposizioni.

Il lavoro e la bozza, scritti su carta fornita dalla Commissione, saranno consegnati senza firma. Questa sarà apposta su foglio separato che sarà chiuso in busta. Il lavoro e la bozza e la busta contenente la firma saranno immediatamente messi in una busta grande che sarà chiusa con apposito timbro di ufficio e firmata da uno dei membri della Commissione.

Saranno ammessi alle prove orali di concorso i concorrenti che abbiano riportato una media di almeno 14 ventesimi nelle prove scritte obbligatorie e non meno di 12 ventesimi in ciascuna di esse.

La prova orale non si intenderà superata se i concorrenti non avranno riportato in essa la votazione di almeno 12 ventesimi.

I candidati giudicati idonei nelle prove scritte ed orale saranno ammessi alla prova pratica.

Anche in questa prova il candidato per essere dichiarato idoneo, dovrà aver riportato non meno di 12/20 (dodici ventesimi).

I candidati convocati alla visita medica ed alle prove di esame sarano muniti di scontrino per il viaggio di andata e ritorno sulle Ferrovie dello Stato a tariffa militare.

Art. 6.

I concorrenti che abbiano superato la prova orale e la prova pratica dovranno far pervenire, entro 20 giorni dalla data della lettera di comunicazione di esito favorevole delle prove stesse, a pena di inammissibilità, i documenti comprovanti l'eventuale possesso dei seguenti titoli di preferenza, conseguiti o maturati entro la data suddetta:

a) documento comprovante l'eventuale servizio militare prestato fino alla data di cui sopra;

b) documenti comprovanti gli eventuali titoli di studio generici o musicali posseduti alla predetta data;

c) ogni altro titolo ritenuto utile, ai fini della compilazione della graduatoria, di cui il concorrente sia eventualmente in possesso.

I concorrenti di cui sopra dovranno altresì far pervenire, entro il predetto termine, i documenti che comprovino lo eventuale possesso dei requisiti che conferiscono a parità di merito, i titoli preferenziali per l'ammissione ai pubblici impieghi di cui all'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;

Art. 7.

La graduatoria di coloro che abbiano conseguito l'idoneità sarà formata sommando:

a) i punti di merito espressi in ventesimi, riportati nelle singole prove obbligatorie sia scritte che orale e nella prova pratica, dopo averli moltiplicati per i seguenti coefficienti:

prove scritte, coeff. 5 (per ciascuna prova);
prova orale, coeff. 4;
prova pratica, coeff. 4;

b) il seguente punteggio per il grado di idoneità somatico-funzionale: 6 punti per i candidati classificati nella prima categoria ottimo; 4 punti per i candidati classificati nella seconda categoria buono; nessun punto verrà invece attribuito ai candidati classificati nella terza categoria sufficiente;

c) da 1/2 a 5 punti, secondo valutazione preventivamente stabilita dalla Commissione, per il servizio militare prestato dal candidato, tenendo conto della durata del servizio stesso, della forza armata di appartenenza, del grado rivestito nonchè del ruolo, categoria e specializzazione, con particolare riguardo al servizio prestato con mansioni affini a quelle cui verrano destinati i vincitori del concorso;

d) da uno a tre punti, per i titoli di studio generici, superiori a quello di scuola elementare, e da uno a sette punti complessivi per i titoli di studio musicali specifici, secondo valutazione preventivamente stabilita dalla Commissione;

e) da uno a 15 punti complessivamente per tutti gli altri titoli che saranno giudicati dalla Commissione meritevoli di considerazione in rapporto alle funzioni di maresciallo di 1ª classe vice direttore del Corpo musicale dell'Aeronautica militare.

A parità di punteggio complessivo ottenuto nella graduatoria da due o più candidati, si applicheranno le norme contenute nell'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3 e successive modificazioni, concernenti la graduatoria dei titoli di preferenza per l'ammissione ai pubblici impieghi.

Art. 8.

I concorrenti utilmente collocati nella graduatoria saranno invitati dal Ministero a far pervenire, entro 30 giorni dalla data della lettera di comunicazione, a pena di decadenza, i seguenti documenti in carta legale:

1) estratto per riassunto dell'atto di nascita (non certificato);

2) certificato di cittadinanza italiana;

3) certificato dal quale risulti che il candidato gode di diritti politici, ovvero che non è incorso in alcune delle cause che, ai sensi delle disposizioni vigenti, ne impediscono il possesso;

4) certificato generale del casellario giudiziale; per i concorrenti nati all'estero, il certificato dovrà essere rilasciato dal casellario centrale presso il Ministero di grazia e giustizia;

5) certificato di stato libero, per i celibi, o stato di famiglia per gli ammogliati;

6) copia dello stato di servizio (per gli ufficiali) o copia del foglio matricolare (per i sottufficiali e militari di truppa, compresi tra questi ultimi i candidati che siano già stati arruolati dai Consigli di leva per aver subito la visita medica di leva, ancorchè non abbiano prestato servizio militare) regolarmente aggiornata. Per coloro che abbiano preso parte alle operazioni belliche durante la campagna di guerra 1940-1945, tale documento dovrà essere corredato della « dichiarazione integrativa ». Qualora il candidato per un qualsiasi motivo, non sia stato arruolato dal Consiglio di leva, dovrà presentare il certificato di iscrizione nelle liste di leva o di esito di leva, rilasciato dal sindaco.

I documenti di cui ai numeri 2), 3), 4), 5) e 6) dovranno essere di data non anteriore di tre mesi a quella di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

I concorrenti che siano già impiegati di ruolo dello Stato ovvero i militari di carriera delle forze armate dello Stato, sono esonerati dal presentare i documenti di cui ai numeri 2), 3) e 4), ma dovranno allegare un certificato rilasciato dalla Amministrazione dalla quale dipendono, comprovante tale qualità.

I militari in servizio stante il termine perentorio dell'arrivo della documentazione al Ministero, sono autorizzati a trasmetterla direttamente al Ministero stesso.

I concorrenti che risiedono all'estero o negli ex possedimenti o colonie, potranno essere autorizzati dal Ministero a presentare i documenti di cui sopra entro un termine diverso da quello di cui al primo capoverso del presente articolo, termine che verrà di volta in volta stabilito dal Ministero stesso nella relativa lettera di comunicazione.

In tal caso essi dovranno presentare una dichiarazione della competente autorità attestante che alla data della domanda, risiedevano all'estero o in un ex possedimento o colonia.

Per quei documenti che risultassero formalmente irregolari il Ministero si riserva, a suo giudizio discrezionale insindacabile e caso per caso, la facoltà di accogliere la successiva regolarizzazione, anche oltre il termine stabilito.

Non è ammesso riferimento a documentazione presentata presso altre Amministrazioni o per altri concorsi presso l'Amministrazione Aeronautica.

Art. 9.

Il Ministro per la difesa si riserva la facoltà di escludere dal concorso, i candidati che non giudicasse meritevoli di ottenere la nomina a maresciallo di 1ª classe vice direttore del Corpo musicale dell'Aeronautica militare.

Art. 10.

La nomina a maresciallo di 1ª classe dell'Arma aeronautica, ruolo servizi, categoria musicanti, vice direttore del Corpo musicale dell'Aeronautica militare in servizio permanente, sarà conferita al concorrente risultato vincitore del concorso.

Il Ministero, in caso di rinuncia alla nomina da parte del vincitore, qualora lo ritenga opportuno, si riserva la facoltà di nominare il concorrente che segue immediatamente in graduatoria e così di seguito in caso di nuove rinuncie.

La nomina decorrerà, ad ogni effetto dalla data del relativo provvedimento. Qualora il vincitore sia in servizio di carriera nelle forze armate o nei Corpi organizzati militarmente al servizio dello Stato e rivesta grado non superiore a quello di nomina, conserverà l'anzianità già posseduta nel grado corrispondente a quello in cui viene nominato.

Il vincitore del concorso che otterrà la nomina a maresciallo di 1ª classe vice direttore del Corpo musicale dell'Aeronautica militare, se ammogliato, sarà tenuto a chiedere, qualora non l'abbia già in precedenza ottenuta, la prescritta autorizzazione per il matrimonio contratto.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 5 febbraio 1962

Il Ministro: ANDREOTTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 23 febbraio 1962
Registro n. 8 *difesa-Aeronautica, foglio n.* 235. — LAZZARINI

(Modello di domanda su
carta da bollo da L. 200)

Al Ministero della difesa-Aeronautica - Direzione generale del personale militare - Divisione 5ª concorsi - Sezione 2ª
ROMA

Io sottoscritto . . . . nato a . . (provincia di . . .) il . . appartenente al Distretto militare di . . . residente a (1) . (provincia di . .) via . . n. . chiedo di essere ammesso al concorso per esami e per titoli ad un posto di maresciallo di 1ª classe vice direttore del Corpo musicale in servizio permanente effettivo dell'Arma aeronautica - ruolo servizi - di cui alla *Gazzetta Ufficiale* n. . . . . del .

All'uopo dichiaro sotto la mia responsabilità:

di essere cittadino italiano;

di essere celibe (o ammogliato con o senza prole, o vedovo con o senza prole);

di essere iscritto nelle liste elettorali del Comune di (2) . . . .;

di non aver riportato condanne penali (3);

di essere in possesso del seguente titolo di studio . . . . conseguito presso il . . . . nell'anno (4) . . .

di trovarmi nella seguente posizioni militare (5);

di essere dipendente dell'Amministrazione . . . . . . con un periodo di servizio effettivo di . . . . . computabile ai fini di pensione (6);

di saper suonare il seguente strumento: . . . .

Allego i seguenti documenti: (7).

. . . . li . . . .
(data)

Firma . . . .
(per esteso, cognome e nome leggibile)

Visto: per l'autenticità della firma (8) . . . .

---

(1) Luogo di residenza. Qualora la residenza della famiglia del concorrente non corrisponda con la residenza del concorrente stesso occorre precisare anche il recapito della famiglia.

(2) In caso di non iscrizione o cancellazione, indicarne i motivi.

(3) In caso contrario indicare le eventuali condanne riportate, la data del provvedimento e l'autorità giudiziaria che lo ha emanato;

(4) Indicare il titolo di studio musicale posseduto, precisando il Conservatorio o l'Istituto presso il quale il titolo stesso è stato conseguito e l'anno durante il quale il predetto titolo è stato ottenuto. In mancanza, il candidato dovrà dichiarare il titolo di studio non musicale posseduto, precisando l'Istituto presso cui il titolo stesso è stato conseguito e l'anno durante il quale il predetto titolo è stato ottenuto.

(5) Indicare se l'aspirante abbia soddisfatto o meno agli obblighi di leva ed in caso affermativo specificare l'Arma ed il Corpo di appartenenza. In caso negativo l'aspirante dovrà specificarne i motivi, precisando se sia stato giudicato « rivedibile » o « riformato » alla visita medica di leva.

(6) Nel caso che il candidato sia dipendente dall'Amministrazione dello Stato, specificare la carriera, la categoria di appartenenza e la qualifica rivestita, precisando altresì la durata del servizio effettivo prestato computabile ai fini di pensione.

(7) I candidati che siano dipendenti civili di ruolo o militari di carriera dovranno allegare alla domanda una dichiarazione dell'autorità competente dalla quale risulti il periodo di servizio effettivo prestato computabile ai fini di pensione.

(8) Firma del segretario comunale del Comune di residenza del concorrente o di un notaio. Per i candidati dipendenti statali è sufficiente il visto del capo ufficio e per i militari in servizio è sufficiente il visto del comandante di Corpo.

(1605)

MINISTERO DEI TRASPORTI

Rettifica della posizione in graduatoria di un candidato riuscito idoneo del concorso a quattromilacinquecento posti di manovale in prova, indetto con decreto ministeriale 25 luglio 1956.

IL MINISTRO PER I TRASPORTI

Visto il decreto ministeriale 16 ottobre 1959, n. 2026, registrato alla Corte dei conti il 29 gennaio 1960, registro n. 38 bilancio Trasporti, foglio n. 10, con il quale sono state approvate le graduatorie compartimentali del pubblico concorso per esami e per titoli a quattromilacinquecento posti di manovale in prova, indetto con il decreto ministeriale 25 luglio 1956, n. 652;

Visto il verbale in data 28 maggio 1957 della terza Sottocommissione esaminatrice - Compartimento di Bari, del concorso di cui sopra dal quale risulta che il nominato De Rosa Raffaele ha riportato 104 punti (96 nella prova obbligatoria di cultura generale ed 8 punti nella prova facoltativa sul servizio delle manovre), anzichè 96 come risulta dal succitato decreto ministeriale 2026/1959;

Vista la relazione della Direzione generale dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato - Servizio personale numero P.2.1.1.218 del 28 dicembre 1961;

Sentito il Consiglio di amministrazione;

Decreta:

Il nominato De Rosa Raffaele, nato il 22 settembre 1925 a Frattamaggiore, il quale ha partecipato al concorso a quattromilacinquecento posti di manovale in prova presso il Compartimento di Bari riportando nelle relative prove di esame — obbligatoria e facoltativa — complessivamente punti 104, è classificato rispettivamente ai posti 434-*bis* e 262-*bis* delle graduatorie di merito e degli idonei di cui agli articoli 1 e 3 del decreto ministeriale 16 ottobre 1959, n. 2026, citato nelle premesse.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 12 gennaio 1962

Il Ministro: SPATARO

Registrato alla Corte dei conti, addì 2 febbraio 1962
Registro n. 44 bilancio Trasporti, foglio n. 137. — BONOMI

(1614)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

CORPO FORESTALE DELLO STATO

Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria del concorso per esami a cento posti di applicato aggiunto in prova, indetto con decreto ministeriale 4 aprile 1959.

Ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 7 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, si dà notizia che nel Bollettino ufficiale del Corpo forestale dello Stato del mese di gennaio 1962 è stato pubblicato il decreto ministeriale 28 settembre 1961, registrato alla Corte dei conti il 30 novembre 1961, registro n. 4 Corpo forestale dello Stato, foglio n. 338, con il quale sono state approvate la graduatoria dei vincitori e quella degli idonei del concorso a cento posti di applicato aggiunto in prova nel ruolo della carriera esecutiva dei Servizi dell'economia montana e delle foreste (Corpo forestale dello Stato), bandito con decreto ministeriale 4 aprile 1959, registrato alla Corte dei conti il 12 maggio 1959, registro n. 21 Corpo forestale dello Stato, foglio n. 134, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 136 del 10 giugno 1959.

(1820)

MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria del concorso per titoli a settanta posti nel ruolo del personale della carriera di concetto dei commissari di leva, indetto con decreto ministeriale 15 aprile 1958.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 7, ultimo comma, del testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, si dà notizia che la dispensa 10ª, in data 10 marzo 1962, del Giornale militare ufficiale del Ministero difesa-Esercito, ha pubblicato il decreto ministeriale 20 dicembre 1961, registrato alla Corte dei conti il 15 febbraio 1962 (registro n. 10 difesa-Esercito, foglio n. 71) che approva la graduatoria di merito, nonchè quella dei vincitori e degli idonei del concorso per titoli a settanta posti nel ruolo del personale della carriera di concetto dei commissari di leva, indetto con decreto ministeriale 15 aprile 1958.

(1814)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI SALERNO

Variante alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Salerno

IL MEDICO PROVINCIALE

Visti gli atti del concorso per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti al 30 novembre 1958, bandito con decreto prefettizio 90627 del 26 agosto 1959;

Visto che la condotta medica di Tortorella è rimasta vacante a seguito della rinunzia del vincitore;

Considerato che la predetta sede va assegnata tenendo presenti i criteri stabiliti dall'art. 26 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista l'accettazione del dott. Di Lorenzo Massimo;

A parziale modifica del decreto n. 90627 del 28 giugno 1961;

Decreta:

Il dott. Di Lorenzo Massimo è assegnato alla condotta medica di Tortorella.

Salerno, addì 8 marzo 1962

(1756) *Il medico provinciale*: CHIGNOLI

PETTINARI UMBERTO, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.